

LE 7 MARS 2017

**ELEVONS LE RAPPORT DE FORCE
POUR GAGNER !**

ENSEMBLE, MOBILISONS NOUS !

Les fédérations des organismes sociaux, des services publics, de la santé et de l'action sociale, des finances publiques, l'Union Générale des Fédérations et des Fonctionnaires appellent le 7 mars prochain à une grande journée de mobilisation

Les lois de finances et de financement de la Sécurité sociale adoptées sous l'actuel quinquennat ont organisé l'asphyxie et l'étranglement budgétaires de toutes les dimensions de l'action publique, celles de l'Etat, des collectivités territoriales, des hôpitaux, des établissements de l'action sociale, et plus largement encore de la Sécurité sociale.

La généralisation et l'aggravation des politiques d'austérité, au titre notamment du pacte de responsabilité, produisent des conséquences désastreuses :

- L'abandon, l'externalisation et la privatisation de missions des services publics au détriment de l'effectivité et de la qualité du service public rendu aux salarié-es, aux privé-es d'emploi, à la jeunesse, aux retraité-es.
- Une politique de l'emploi inacceptable qui se caractérise par la poursuite des plans pluriannuels de suppression d'emplois, une précarité et une flexibilité toujours plus grande, des attaques sans précédent contre les droits et les garanties collectives des personnels à l'image des attaques portées contre le Code du travail, le respect de la hiérarchie des normes, le Statut général et les statuts particuliers des fonctionnaires.
- La Sécurité sociale, perçue à juste titre par les français comme leur premier acquis social est mal mené et cela conduit un bon nombre de nos concitoyens à ne plus accéder aux droits les plus élémentaires et vivre avec la peur du lendemain :

Aujourd'hui

- ❖ *Un tiers de la population renonce à des soins, la moitié des jeunes pensent qu'ils n'auront pas de retraites*
- ❖ *4.5 millions de personnes sont sans emploi et parmi elles seulement 2.8 millions perçoivent des indemnités chômage*
- ❖ *8 millions de salariés sont pauvres*
- ❖ *8.5 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté*
- ❖ *3.6 millions de personnes sont non ou mal logées dont 600 000 enfants*
- ❖ *75 % des personnes pauvres ont moins de 25 ans*

Après cinq années de politique régressive, certain-ne-s candidat-es à l'élection présidentielle nous promettent que le pire est à venir.

Pour la CGT, la défense des intérêts des agent-es, des salarié-e-s et plus largement de la population revêt un caractère primordial et cela même à la veille d'échéances électorales cruciales pour l'avenir de notre pays.

Imposons d'autres choix et exigeons à :

- Des services publics , outils au service de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux , du plein emploi, d'une protection sociale de qualité pour toutes et tous , d'une nouvelle logique de développement organisant , y compris la nécessaire transition énergétique ; les services publics structurent le territoire et sont gage d'attractivité économique ; c'est pourquoi la bataille pour des services publics de qualité est indissociable de la bataille que mène la CGT en matière de reconquête de l'industrie .

L'enjeu de reconquête industrielle est un enjeu pour l'ensemble du monde du travail et donc pour toute la CGT qui, après les assises industrielles le 22 février organise le 21 mars prochain le printemps de l'industrie et de l'emploi industriel.

- La conquête d'un Nouveau Statut du Travail salarié , objectif pour combattre les inégalités d'accès aux droits sociaux les plus fondamentaux qui existent entre salariés en gagnant de nouveaux droits et la mise en sécurité sociale professionnelle pour tous .
- La revalorisation significative des rémunérations versées et l'égalité de traitement pour tous sans discrimination, en particulier des femmes qui accusent un écart salarial avec les hommes de 27 % ; cette journée de mobilisation se poursuivra le lendemain, le 8 mars pour en faire une grande journée de lutte pour le droit des femmes.
- Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire, la résorption de toutes formes de précarité du travail, la réduction du temps de travail à 32 heures, le renforcement des droits et des garanties collectives.

Créons le rapport de force qui va permettre de peser et de faire aboutir nos revendications

**Rassemblement le 7 mars 2017 à 11 h,
place Charles de Gaulle à Rennes
(Cortège pour remettre une motion à l'Agence Régionale
de Santé et poursuite jusqu'à l'ancienne préfecture
Martenot pour remise de motion également).**

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM: _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Age : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____



bulletin à renvoyer à La CGT – 31 bd du Portugal – CS 90837 – 35208 RENNES CEDEX 2,
téléphone : 02 99 79 44 47, fax : 02 99 79 22 59, courriel : ud35@cgt.fr www.cgt35.fr